

**Organisation d'un (01) atelier de partage et de dissémination des expériences du projet** : occasion de présentation des expériences du projet aux institutions nationales, aux organisations partenaires et aux OSC actives sur la thématique de la cohésion sociale en vue d'alimenter le dialogue national et de contribuer à l'élaboration des politiques et stratégies sur les questions y relatives.

## PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES

**Contexte sécuritaire difficile** : la situation sécuritaire dans la région du Sahel marquée par l'activité des groupes d'opposition armés radicaux contre les forces de défense et de sécurité et les populations civiles a impacté le déroulement du projet (mise en place retardée des CLP, caravane régionale de la paix annulée, délocalisation de certaines activités du CAC Djibo, etc.). La pleine implication des leaders communautaires et des personnes ressources dans la mise en place et l'animation des structures de veille et de promotion de la paix a été affectée par le contexte sécuritaire difficile.

**Crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19** : la suspension des activités regroupant du public (activités de formation et de sensibilisation, journée des communautés, etc.) est une des conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19.

## QUELQUES LEÇONS APPRISES

**Le partenariat avec les organisations tierces.** Dans un contexte sécuritaire difficile, le recours à ces organisations locales qui connaissent et maîtrisent mieux le terrain, constitue un atout dans la mise en œuvre des activités de projet. La collaboration a été aussi une opportunité de capacitation pour celles-ci, aux dires des premiers responsables de ces organisations.

**L'implication des femmes dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale.** L'enthousiasme dont ont fait montre les femmes dans la réalisation de diverses activités du projet permet de soutenir que quand elles sont bien accompagnées, elles représentent de puissantes artisanes de la promotion de la paix et de la cohésion sociale et constituent de ce fait des alliées dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. La présence continue de la femme au sein du ménage lui offre en effet la possibilité de détecter en premier lieu les changements de comportements ou les fréquentations des membres de leurs familles.

**La mobilisation des leaders religieux et communautaires «Voix Modérées ».** L'implication des leaders religieux et communautaires ouvre facilement des portes dans les communautés en matière de sensibilisation. Ceux-ci sont toujours bien écoutés et suivis. En plaçant ces leaders aux discours modérés au cœur de sa stratégie d'intervention, le projet a donné de réelles garanties de succès aux actions de sensibilisation à la paix qu'il a conduites.

## DEFIS ET PERSPECTIVE

### Comités locaux de paix

Le CLP est apolitique, non confessionnel, a un but social et n'est pas une alternative aux structures de police de proximité. Sa reconnaissance par l'administration devrait reposer sur sa légitimité et non sur un quelconque document de reconnaissance légale. Défi persistant d'ancrage institutionnel au niveau local s'il doit être promu comme une bonne pratique.

### Journées des Communautés

Les Journées des Communautés, une initiative de promotion de l'interculturalité et de la cohésion sociale suscite beaucoup d'engouement et un défi de généralisation et de partage comme un modèle de cadre de promotion du dialogue.

### Dialogue civilo-militaire

Une expérience de participation des civils et des militaires aux mêmes espaces de dialogue perçue comme une initiative inédite à perpétuer : créer des espaces de dialogue pérennes.

Niveau du dialogue civilo-militaire encore fragile au regard de la méfiance qui a prévalu au début, mais cette méfiance se dissipera si ce dialogue est compris et expérimenté comme une relation de confiance à développer. Il faut donc poursuivre le plaidoyer dans ce sens, aussi bien auprès de la hiérarchie militaire que de la population civile, pour plus d'adhésion.



PROJET DIALOGUE  
INCLUSIF POUR UN  
« MIEUX VIVRE ENSEMBLE »  
POUR LA PAIX ET LA SECURITE  
DANS LA REGION DU  
**SAHEL**



REPRESENTATION AU BURKINA FASO  
01 BP 2057 OUAGADOUGOU 01  
Tél.: (226) 25 36 95 55  
E-mail : solidar@solidarburkina.bf  
Site : www.solidarburkina.bf



Tél.: (226) 24 46 51 01  
Fax : (226) 24 46 06 55  
Site : www.ufc-dori.org  
E-mail : union@fasonet.bf

Avec l'appui financier  
de l'Union Européenne





## CONTEXTE

## OBJECTIF GENERAL

## OBJECTIFS SPECIFIQUES

Le projet Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la région du Sahel, lancé en février 2019 dans un contexte sécuritaire dégradé, s'inscrit dans une dynamique globale de construction d'un environnement sécurisé qui favorise le « vivre-ensemble » dans la région du Sahel où cette vision devra se concrétiser par l'amélioration des pratiques de dialogue intercommunautaire, intra et interreligieux.

L'objectif général du projet Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la région du Sahel est de contribuer à un changement qualitatif durable des rapports intercommunautaires, intra et interreligieux et avec l'Etat pour une cohésion sociale dans un environnement mieux sécurisé dans la région du Sahel

Le projet qui promeut la cohésion dans la région du Sahel vise deux objectifs spécifiques :

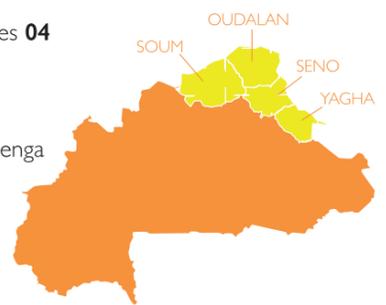
**RENFORCER** les réflexes de dialogue inter-communautés et inter-religieux, les valeurs de paix et de tolérance, les opportunités d'emplois.

**INFLUENCER** les décisions portées par les institutions centrales par les expériences et innovations en matière de dialogue.

## ZONE DE COUVERTURE

Le projet est mis en œuvre dans **12 communes** issues des **04 provinces** que compte la région du Sahel

- OUDALAN : Gorom-Gorom, Markoye
- SENO : Dori, Bani, Falagountou, Gorgadji, Sampelga, Seytenga
- SOUM : Djibo, Arbinda
- YAGHA : Sebba, Titabé.



## BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires du projet sont les **communautés coutumières et religieuses, les collectivités locales, les associations de jeunes, les femmes, les Forces de Défense et de Sécurité, les institutions au niveau central, les médias, les organisations tierces, les partis politiques.**



## AXES D'INTERVENTION ET PRINCIPAUX RESULTATS

### Axe 1 : Concertation et dialogue multi-acteurs

Le projet a permis d'atteindre les résultats chiffrés suivants :

**Formation et renforcement de capacités opérationnelles** : 37 acteurs de mise en œuvre du projet formés en gestion des programmes sensibles aux conflits, 21 en participation communautaire à la sécurité préventive, 41 en dialogue interreligieux, 21 en DIRO/mobilisation de ressources financières, 30 animateurs, communicateurs et journalistes formés en journalisme sensible aux conflits et 07 formés en production d'émissions radiophoniques sur la promotion de la paix et la cohésion sociale, 45 jeunes, 16 leaders communautaires et 30 femmes leaders formés sur des thématiques diverses de paix et de cohésion sociale, 03 organisations tierces dont les capacités techniques et opérationnelles ont été renforcées.

**Sensibilisation de la population de la région du Sahel sur les questions de paix et de cohésion sociale et sur la COVID-19** par la production et la diffusion de 19 émissions radiophoniques en partenariat avec la RTB2 Sahel et 06 radios communautaires des 04 provinces de la région et la fourniture de kits et dispositifs de lutte contre la COVID-19 à 8 000 bénéficiaires directs.

**Contribution au renforcement du rôle des collectivités territoriales dans la prévention de l'extrémisme violent et la promotion du dialogue interreligieux** : forte implication des autorités régionales et des élus locaux dans des actions de plaidoyer pour la dissémination de certaines expériences développées par le projet comme la promotion du dialogue civilo-militaire et la Journée des Communautés déjà adoptée par la commune de Seytenga et qui suscite de l'intérêt de la part d'autres communes.

**Contribution à l'amélioration de la participation des femmes aux actions de promotion de la paix et de la cohésion sociale dans la région** par leur implication systématique dans toutes les actions du projet, en particulier les sessions de mobilisation de leurs paires en vue d'influencer les jeunes souvent exposés au phénomène de radicalisation : 2 850 femmes ont été touchées par 240 sorties de sensibilisation organisées par le Comité Action Communautaire de Djibo.

**Réalisation d'une étude diagnostic et élaboration d'un guide simplifié sur les opportunités d'emploi dans la région du Sahel** : l'étude diagnostic en cours de réalisation permettra d'identifier de manière précise les secteurs porteurs, ainsi que les « nouveaux » métiers pouvant se développer dans la région du Sahel. Le guide simplifié élaboré à partir des résultats de l'étude servira de document d'aide à la décision et à l'action à l'attention des décideurs publics nationaux et locaux, des structures de formation, des ONG et associations et des partenaires financiers.

**Renforcement de la contribution citoyenne à l'amélioration de la sécurité** : A ce niveau, il faut noter la mise en place de 02 nouveaux comités locaux de paix (CLP) et le renforcement des capacités de 34 comités locaux de paix déjà existants. Au total, 36 CLP existant et opérationnels, 419 membres dont 63 femmes, en moyenne 07 conflits résolus par CLP entre 2019 et 2021. 04 Comités d'Action Communautaire dynamisés.

**Mise en place progressive d'un espace de dialogue FDS/populations civiles** grâce à l'organisation de 52 cadres de promotion du dialogue civilo-militaire (symposium, compétition de pétanque et thé-débat) qui ont mobilisé 1276 jeunes civils et FDS à Dori et à Gorom-Gorom et ont permis de constater un début de renforcement de la confiance entre les deux parties. Relation entretenue et formalisée à travers d'autres opportunités de rencontre offertes par le consortium et des initiatives de rencontre des jeunes civils et FDS au sein de certains « grins » de thé.

**Des interactions positives au sein de la population grâce à l'organisation des journées des communautés.** Les journées des communautés, organisées en 04 éditions ont mobilisé 21 groupes socioculturels et 1457 participants directs dont une forte proportion de personnes déplacées internes vivant dans la commune de Dori. Cette activité de rencontre culturelle a permis, non seulement, de constater la volonté des communautés de coexister pacifiquement par des activités culturelles, mais aussi de faire passer des messages pour préserver et renforcer la coexistence pacifique et la cohésion.

**Des efforts de développement du dialogue inter et intra religieux / promotion de la tolérance religieuse** : l'organisation de cérémonies religieuses et d'un thé-débat lors d'une semaine régionale de la tolérance a permis de toucher plus de 4 500 personnes. De même, 13 cadres de concertation et de sensibilisation sur le dialogue interreligieux ont été organisés par l'UFC Gorom-Gorom et la Communauté du Chemin Neuf (CCN), regroupant respectivement 45 leaders religieux/coutumiers et 940 élèves.

### Axe 2 : Plaidoyer-Influence

Participation à 04 cadres de partage d'expériences sur les questions de prévention des conflits, de radicalisation et de dialogue organisés par la Cellule de Coordination Inter Consortia.

Réalisation d'un (01) film de capitalisation des expériences du projet et d'une (01) capsule sur les journées régionales des communautés et le dialogue civilo-militaire.

Elaboration d'une (01) brochure de capitalisation de 04 expériences du projet.

Elaboration d'un (01) rapport de capitalisation de l'expérience de promotion du dialogue interreligieux et intercommunautaire par la Communauté du Chemin Neuf (CCN).



